

<http://ugtg.org/spip.php?article1090>



Elie Domota : Nous n'avons pas le choix... Sé swa Yo, swa Nou

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en lignemercredi 16 septembre 2009

Date de parution3 octobre 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons.

Byen bonswa tout moun,

Pèp Gwadeloup, nous avons le soutien fraternel de beaucoup de travailleurs sur la terre. Nous avons rencontré [lors du déplacement de 5 jours en France] des travailleurs camerounais, gabonais, mauritaniens, commoriens, togolais, des travailleurs français, des représentants des partis politiques, et même monseigneur Gaillot... Et tous nous ont dit de ne pas lâcher, que nous avons raison (de lutter).

Camarades, à la [Fête de L'Humanité](#), nous sommes intervenus dans plusieurs meetings et conférences et les responsables de la Fête sont venus nous confier que c'était la première fois qu'ils voyaient autant de monde présent aux conférences. [Nous sommes aussi intervenus le dernier jour](#) devant plus de 40 000 personnes et je peux vous affirmer que nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait, de ce que nous faisons.

Nous pouvons en être très fiers, et nous étions même à certains moment gênés car il arrivait que des participants nous regardent comme des "maîtres" ; et à certains moments ils venaient nous demander des "conseils". Nous leur avons à tous répondu que chacun fait ce qu'il faut, mais qu'il s'agit avant tout de se battre.

Le gouvernement Sarkozy est un état policier qui a délibérément choisi de faire de l'action syndicale un crime.

Nous pouvons être fiers. Contrairement à ce que quelques journalistes du Figaro et de L'Express écrivaient, à savoir que les gwadeloupéens sont racistes, eh ben les français eux ne le pensent pas du tout. Les travailleurs de France nous apprécient et voient en nous un modèle de lutte à développer chez eux aussi. Et à plusieurs reprises, ils nous ont interrogé sur ce qu'il leur fallait faire pour nous aider. Nous leur avons dit que ce qu'ils avaient à faire, eh ben, c'est justement de "mettre en route" [enclencher la vitesse supérieure, mettre la pression] sur Sarkozy aussi.

Nous avons rencontré les travailleurs de MOLLEX, de [CONTINENTAL](#), de GOODYEAR, de la POSTE, et tous sont sur la même ligne que le LKP. Et ils nous ont affirmé s'être aussi inspirés de notre lutte pour entrer en mouvement.

Nous avons également rencontré les travailleurs kanaks de L'USTKE qui sont actuellement en France, parce que nous savons tous que 7 de leurs dirigeants ont été arrêté puis condamnés. Et qu'aujourd'hui la cour d'appel [de Nouméa] a condamné le président du syndicat [[Gérard JODAR](#)] à neuf mois de prison ferme. Parce qu'ils avaient pénétré sur une piste d'aéroport fermée et dans un avion vide, la justice a considéré qu'ils avaient entravé la circulation des avions. Alors, là aussi ils nous adressent leur solidarité et nous aussi nous leur adressons [notre solidarité](#). Car aujourd'hui on comprend bien que le gouvernement Sarkozy est un état policier qui a délibérément choisi de faire de l'action syndicale un crime.

Jodila, nous avons plusieurs militants de L'UGTG qui ont reçu la visite à leur domicile de la gendarmerie pour des prélèvements de leur ADN.

Jodila, un militant syndicaliste est considéré comme étant pire qu'un pédophile ; avec des prélèvements d'ADN. Nous avons vu la manière dont ils ont condamné les salariés de CONTINENTAL à 5 mois de prison avec sursis pour avoir défendu leur emploi.

Jodila, pour L'USTKE en Nouvelle Calédonie qui se rebelle contre l'ordre colonial, c'est la même chose.

Nous le redisons à ce préfet : mettez vous au travail !

Nous avons vu tous les rapports qu'ils ont produit ([rapports sur l'essence](#), [rapport sur les prix](#) qui affirme que ni l'octroi de mer ni les coûts du transport ne peuvent justifier de tels écarts) qui démontrent très clairement qu'ils nous volent. Mais ces rapports prétendent aussi qu'il n'y a pas assez de concurrence, qu'il faut plus de concurrence pour faire baisser les prix. Et là dessus monsieur Willy ANGELE [président du MEDEF Guadeloupe] a déjà annoncé la couleur en affirmant qu'ils voulaient [eux le patronat] faire de la Guadeloupe le [Singapour de la Caraïbe](#). A Singapour, c'est la prostitution légalisée, c'est le travail des enfants, il n'y a pas de couverture sociale, il n'y a pas de syndicats, les gens travaillent 40 heures et dorment debout. Voilà ce qu'ils nous proposent ! Le Singapour de la Caraïbe...

On comprend donc encore mieux les choses à la lecture de tous ces rapports qui disent qu'il y a quelques groupes, pour ne pas dire quelques grandes familles possédant plus de 40% des surfaces commerciales dans ce pays ; qu'il y a des ententes illicites entre les grossistes et les distributeurs ; qu'il y a des accords d'exclusivité qui permettent à certains d'imposer leurs prix...

Et bien évidemment l'Etat est au courant. Mais il faut dire la vérité : Tous ces fonctionnaires de l'Etat présents à la DRIRE, à la DIREN, à la préfecture, ne sont qu'une bande de pistonnés fainéants qu'on nous envoie ici en Guadeloupe. Monsieur Ambroise [Jean Jacques, directeur régional de la direction de la concurrence et de la répression des fraudes, remercié discrètement en juillet dernier] était membre de l'Observatoire des prix. Il est resté six ans comme directeur de la DRICRF en Guadeloupe sans jamais effectuer un contrôle. Ils sont ici, et ils se la coulent douce... Mais ils se la coulent douce entre eux : avec les DESPOINTES [un des clans békés installés en Guadeloupe] ; sur les yachts des HAYOT [première fortune békée de la Martinique] le week-end ; en participant à des soirées piscines dans leurs résidences... Comment dès lors peuvent-ils aller ensuite contrôler le magasin de leurs hôtes ?

Voilà la triste vérité ! Lorsqu'il s'agissait de donner des autorisations d'organiser des vivanderies (soirées) au [Mercury Day](#), c'est les mêmes que l'on y retrouvait : Les Affaires Maritimes et la Préfecture ! Ils sont entre eux, ils organisent leurs vivanderies, ils se la coulent douce dans notre pays... Et après cela, ils iraient contrôler un quelconque magasin

?!

Le préfet a prétendu que les brigades de contrôle des prix que nous mettons en place sont illégales. Mais nous le redisons à ce préfet : sortez de votre sieste et mettez vous au travail !

L'Etat français, le principal garant de la pwofitasyon est associée aux malfaiteurs qui nous volent

C'est écrit dans le protocole : l'Etat s'engageait à mettre sur pieds des brigades de la répression des fraudes pour contrôler et sanctionner les dérives ! Ils ne l'ont jamais encore fait ! Et curieusement, lorsqu'il a su que nous mettions sur pied des brigades, il s'est empressé de demander à ses services de s'activer pour procéder à des contrôles...

Mais nous savons déjà que cela n'aboutira à rien : car comme je l'ai expliqué à l'instant, le samedi ils sont sur la plage ou autour d'une piscine à manger ensemble leurs grillades et à savourer ensemble... Voilà la réalité : c'est une association de malfaiteurs.

Jodila, l'Etat français, qui est le principal garant de la pwofitasyon, est associé aux malfaiteurs qui nous volent !

Et jodila, ils ont choisi une Guadeloupéenne, Marie Luce Penchard, pour être leur bras armé afin qu'ils continuent à nous spolier ! Et le camarade de L'UNSA [Gérard Alidor, "camarade parrain", secrétaire de L'UNSA] a raison : si elle avait réellement la fierté d'être guadeloupéenne, elle n'aurait pas accepté ce vol et aurait démissionné. Car comme nous le disons ici : apa paskè zèl a ravèt vewni, kè sé bon vyann...

Voilà ainsi qu'ils entendent nous avoir : comme elle est guadeloupéenne, ils nous demandent d'être "responsables", "raisonnables", d'être "gentils"... Mais "gentils" = kouyon !!! Et c'est cela qu'a également réclamé sa mère [Lucette Michaux-Chevry, ancienne secrétaire d'état à la francochonie, ancienne présidente du conseil général puis du conseil régional de Guadeloupe, aujourd'hui sénatrice] qui nous demande de nous assoir autour d'une table pour discuter... **Nou paka palé ankò ! Que chacun fasse son boulot, que chacun prenne ses responsabilités...** Car tous ces rapports qui nous donnent raison prouvent une nouvelle fois que leurs états généraux n'était qu'une vaste blague...

Dernièrement je suis tombé sur [le texte de quelqu'un qui a participé à l'atelier sports des états généraux...](#) Et ces jours-ci, il fulmine car là encore tout ce qui a été produit par cet atelier a été "oublié" dans la synthèse finale... Comme s'il pouvait l'ignorer... Pendant notre visite en France, nous avons également rencontré des personnes en colère qui avaient participé aux "états généraux de la métropole" et qui considéraient qu'on les avait "roulé dans la farine" (dixit).

Ainsi, l'Etat français organise des états généraux, vous berce d'illusions, vous manipule, et vous continuez pour autant à y croire... C'est ce même Etat qui affirmait qu'il allait prendre des décisions à l'issue d'une réunion interministérielle... Mais madame Penchard, elle, n'attend pas pour prendre des décisions en faveur de la [SARA](#) [Société Anonyme de Raffinerie des Antilles].

C'est extraordinaire ! Elle a pris des décisions : elle a baissé les marges de la [SARA](#), elle a baissé les marges des compagnies pétrolières, elle a baissé la taxe de dépôt, supprimé la taxe sur les huiles usées, ... Et malgré cela l'essence augmente de 22 centimes... [1]

Car bien évidemment cette hausse nous est administrée par petites doses pour qu'on ne la "sente" pas : mais c'est bien 22 centimes d'augmentation qu'ils ont décidé.

Nous n'avons pas d'autre solution : la mobilisation et l'action.

Ils ont déjà [donné à TOTAL 44 millions](#) et prévoient de lui en verser autant encore d'ici la fin de l'année. Le gouvernement est donc allié aux pwofitan et madame Penchard est leur bras armé. Alors camarades, nous n'avons d'autre solution que celui de la mobilisation et de l'action.

Mais seulement, nous leur disons que **nou paka bwè soup annou cho...** Nous organisons tous ces jours [des meetings](#) dans les communes et distribuons des tracts. Camarades, participez à ces meetings, lisez les tracts, faites un peu de sport... pour que le moment venu on puisse les affronter. Parce que de toutes les façons, nous n'avons pas le choix : c'est soit eux, soit nous, **sé swa Yo, swa Nou**. Et nous avons choisi le Nou, car c'est notre pays, camarades !

**Ansanm nou ka lité, Ansanm nou ké gannyé !
Jou nou ké mété a jounou, péké vwè jou !**

Mèsi !

Elie Domota,
Meeting du LKP, mardi 15 septembre 2009
An bik la, palais de la Mutualité

[1] La préfecture de Guadeloupe a annoncé en catimini mardi soir une augmentation de six centimes, alors que le prix des carburants avait été gelé en février 2009 lors de la grève générale. L'augmentation prend effet mercredi matin. Le prix du litre de super passe de 1,08 à 1,14 euro et celui du gazole de 0,90 à 0,96 euro.